

Trente ans après : relire *La crise des fondements* de Lucien Poirier

Yannick Pincé | 16 novembre 2023 | ARTICLES | 



En 1994, le général Lucien Poirier publie *La crise des fondements*, ouvrage dans lequel il dresse un lourd diagnostic à propos de la « misère de la stratégie » à l'issue de la Guerre froide, puisque la politique de défense française conduite depuis l'adoption volontariste de la dissuasion dans les années 1960 se retrouve quasiment sans objet. Cette observation du général Poirier rejoint celle de l'installation d'un « consensus » à propos du nucléaire militaire français, qui serait en réalité une suspension du débat stratégique, si vif depuis le « grand débat » entre, notamment, Raymond Aron et Pierre Gallois. L'article se propose de revenir sur le constat de Lucien Poirier pour le valoriser et le critiquer. L'objectif final est de démontrer que l'ouvrage est à la fois diagnostic et symptôme d'un déficit de culture stratégique chez les Français, lequel s'est creusé dans la trentaine d'années post-Guerre froide. L'article l'explique et conclut sur des pistes de remédiation bien nécessaires à l'heure du « retour » des périls en Europe.

Aborder le nucléaire militaire sous la forme du « pour ou contre », c'est oublier que le principal débat en France fut plutôt *pourquoi* et *comment*. Le général Lucien Poirier, [dont une biographie vient d'être publiée](#), fut l'un des pères de la doctrine nucléaire française par ses travaux au centre de prospective et d'évaluation (CPE) dans les années 1960 puisqu'il mit en musique, dans une note remise au général de Gaulle, la conception de la dissuasion du faible au fort développée par le général Pierre Gallois. Son œuvre majeure demeure, en 1977, *Des stratégies nucléaires*. Mais relire *La crise des fondements* est essentiel, car Lucien Poirier constatait un deuxième âge nucléaire et affirmait la nécessité d'anticiper le troisième. En mars 1994, lorsqu'il signe son avant-propos, la presse laisse filtrer de premiers extraits du [Livre blanc sur la défense](#) devant adapter [celui de 1972](#). Quelques semaines plus tard, le président François Mitterrand organise [une importante mise au point](#) à laquelle sont convoqués les responsables de la réflexion et de la décision en matière de dissuasion. Il y a là une confirmation d'une mainmise présidentielle qui étouffe la réflexion stratégique, ce que ne mentionne pas Poirier.

L'ouvrage est à la fois symptôme et diagnostic. D'abord parce qu'il ne fait pas référence lorsque l'on étudie Poirier mais mérite d'être réexaminé à l'heure où nous sortons de l'ère post-Guerre froide. Cet article entend démontrer que cette crise n'est pas

seulement due à la disparition de la Guerre froide, mais aussi à des évolutions politico-stratégiques propres à la France dont nous subissons les conséquences aujourd'hui. Pour cela, il convient d'étudier le caractère visionnaire de cet ouvrage qui ne manque pas de faire preuve d'un certain conservatisme pour enfin établir en quoi il demeure incomplet en ne percevant pas les origines d'une crise de la culture stratégique des Français.

Un ouvrage visionnaire...

Lucien Poirier définit ainsi *La crise des fondements* :

« J'ai tenté d'énoncer ici l'un des problèmes que posait, à la stratégie militaire française, son entrée dans la deuxième période de l'âge nucléaire. Phase ouverte, comme on sait, avec l'heureuse issue de la Guerre froide.

Le titre rappelle que cette fracture était assez radicale pour que fut ébranlé le socle des grands principes sur lesquels la France des années 60 avait édifié sa politique de défense et, par contamination, sa politique extérieure. »

Pourquoi est-ce un bon diagnostic de la réflexion stratégique des années 1990 ? D'abord par l'identification de la crise. Poirier la voit dans la relance du débat entre les partisans de la dissuasion nucléaire indépendante et les atlantistes qu'il nomme la « querelle des anciens et des modernes », les anciens étant le camp de ceux qui se sont abandonnés à l'intégration atlantique sous la IV^e République. Ceux-ci profiteraient de la fin de la Guerre froide pour remettre en cause l'indépendance de la défense française. Il admet également que, « comme les civilisations, les stratégies qui les reflètent sont mortelles ». Or, selon Poirier, l'enjeu ne doit pas être d'abandonner la dissuasion, mais de l'adapter au nouvel univers politico-stratégique. Il constate un autre élément : le caractère paralysant du concept de dissuasion compris comme la « non-guerre ». Pour ceux qui la présentent ainsi, il ne faudrait pas réfléchir à une autre doctrine : Poirier critique une « idéologie de la dissuasion » qui « tue la pensée critique » avec un « faux blanc-seing gaullien ». La dissuasion refoule le militaire dans les esprits et fait oublier qu'elle ne protège que contre « certaines formes d'agression ». Poirier se contredit, car, plus qu'une relance, il s'agit d'une disparition du débat public : une « misère de la stratégie », « accusée de somnolence ».

Poirier rappelle qu'il y a eu débat pendant la Guerre froide, que des clivages se sont formés et confortaient « la conscience identitaire d'écoles de pensées plus ou moins adverses » avec des « partis politico-stratégiques » à savoir les « sectateurs de l'atlantisme » comme Raymond Aron et les centristes et même au-delà avec Robert Pontillon dans le PS face à une dissuasion absolue que l'on retrouve chez Pierre Gallois et les gaullistes orthodoxes. D'où la nécessité de déterminer ce qu'il convient de retenir dans les années 1990 de la pensée stratégique qui s'est imposée. Il y répond par l'« attente stratégique », « notion de stratégie opérationnelle » d'avant 1914 qui consiste à adopter un « état de latence » pour les forces nucléaires et conventionnelles tout en restant « à l'affût » des menaces. Cela semble pertinent dans le contexte de réclamation des « dividendes de la paix » avec d'importantes difficultés économiques au début des années 1990. Il défend une capacité à réactiver ces forces « instantanément pour dissuader ». Il s'agit de s'adapter aux contraintes stratégiques et économiques d'un deuxième âge nucléaire pour préparer le troisième.

Enfin, Poirier, en démocrate, constate, alors, une adhésion au projet européen combinée d'une volonté politique puisqu'il s'exprime juste après la campagne référendaire du traité de Maastricht. Il ne refuse pas la perspective d'une adaptation de l'appareil de défense à l'Europe.

... et conservateur...

Justement, le débat que Poirier considère comme somnolent est pourtant assez vivace au moment où il écrit avec un horizon européen pour la dissuasion envisagé par Mitterrand et le secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, Jacques Mellick. De nombreux articles comme ceux de Frédéric Bozo accompagnent intellectuellement cette évolution des mentalités qui ne dépasse jamais un certain cénacle d'intellectuels. Au demeurant, Lucien Poirier se contredit lorsqu'il présente cette crise comme le retour de la « querelle des anciens et des modernes ». Or, le « moderne » qu'il a été serait-il devenu un « ancien » dans les années 1990 ? Ceci doit être compris sans jugement de valeur, car la défense des intérêts stratégiques ne passe pas forcément par la destruction de toutes les anciennes conceptions, mais plutôt par l'adaptation au temps présent : doit-on s'interdire de réfléchir à ce qui doit évoluer ? Le tollé soulevé par le président Emmanuel Macron lorsqu'il a parlé d'une Ukraine hors des « intérêts fondamentaux » plutôt que des « intérêts vitaux » révélait chez les observateurs un caractère dogmatique. En démocratie, le pouvoir politique a un droit de révision et parmi ses options il y a la possibilité d'adresser des messages à l'adversaire qui peuvent le conduire à jouer avec les ambiguïtés du « flou » que l'on attribue à notre doctrine depuis le *Livre blanc* de 1972.

Ainsi, Poirier constate que si les inflexions atlantistes et européennes souhaitées par ceux qui jugeaient la force de frappe « égoïstement nationale » ne sont pas parvenues à s'imposer alors que des gouvernements idéologiquement opposés se sont

succédés, c'est parce que leurs partisans auraient été « peu convaincants, faute de rigueur dans l'analyse stratégique », auraient méprisé « la grammaire » et « la logique politico-stratégique ». C'est se placer dans le camp des vainqueurs puisque des tentatives d'évolution ont été faites sous Valéry Giscard d'Estaing, qui était très réservé sur la dissuasion, atlantiste et européiste, proche des idées de Raymond Aron. Giscard rééquilibre le budget en faveur du conventionnel, limite les missiles du plateau d'Albion, suspend le chantier du sixième SNLE avant qu'une fronde gaulliste ne le force à céder, et tente un glissement vers la riposte graduée à dimension européenne avec la « sanctuarisation élargie » critiquée dans *Des stratégies nucléaires*. Il faut y ajouter les mêmes velléités lors de la première cohabitation alors que le RPR gaulliste s'est rapproché des orientations euro-atlantistes de l'UDF centriste. Les néo-gaullistes ne croient plus en l'indépendance nationale et ont besoin des suffrages des héritiers de Giscard pour porter Jacques Chirac à la présidence de la République. L'échec de ces évolutions n'a pas été faute d'argument, mais en raison d'une vive opposition des gaullistes sous Giscard et de Mitterrand lors de la première cohabitation, tous revendiquant l'héritage de De Gaulle. Il n'y a donc pas eu de « consensus », notion que Poirier nuance pour évoquer un désintérêt du grand public par manque de compréhension.

Ce conservatisme est donc un attachement à la dissuasion du faible au fort par une critique des adaptations face aux nouvelles menaces de type « fort au fou » et rappelle qu'il ne faut pas banaliser le nucléaire. Poirier revient à ce propos sur les dérives observées en 1979-1980 avec le projet de bombe à neutrons utilisable sur le champ de bataille permettant moindres dégâts matériels et limitation des victimes collatérales. Il se montre également attaché au maintien du retrait du commandement intégré, car il ne juge pas réaliste la mise en place d'un pilier européen de l'Alliance : « les esprits ne sont pas mûrs ». Il reste réservé sur la question des alliances en temps de paix : « Pour ma part, je n'ai cessé de préconiser les alliances de circonstance, substituées à l'organisation obsolète de l'OTAN ». Les évolutions vers l'Europe relèvent de la volonté du politique, et c'est bien normal, mais négligent l'analyse stratégique en exploitant un contexte. Pourtant, des études menées par l'équipe Chirac entre 1986 et 1988 indiquaient l'inconfort de la position hors du commandement intégré : subir les décisions, manque d'information, exclusion de l'élaboration des appels d'offres pour les contrats et ceci malgré des domaines où la coopération était pratiquée comme la détection aérienne. Si la posture n'avait pu évoluer, c'était par blocage de Mitterrand et de gaullistes historiques (Pierre Messmer et Michel Debré étaient encore députés). Poirier semble donc passer à côté d'une réflexion nécessaire sur le lien à l'Alliance. D'autant plus que les proches de Chirac préparent, au moment où il écrit une tentative de réintégration pour 1995, finalement réalisée en 2009 par Nicolas Sarkozy.

Poirier rappelle également sa conception de [l'espace stratégique en trois cercles](#) (la France, l'Europe et le monde) toujours adaptés. Preuve en est, le deuxième cercle restait agité, notamment en Yougoslavie. Enfin, Lucien Poirier, qui regrette toujours le préambule du *Bundestag* au Traité de l'Élysée consacrant la primauté de l'OTAN, n'explique pourtant pas pourquoi le discours français sur l'indépendance nationale est mal compris des alliés qui voient avec méfiance toute proposition de coopération et sont circonspects face à l'idée d'une arme nucléaire française au service de l'Europe.

« En France, la querelle est éteinte, apparemment, sur la stratégie nucléaire. Éteinte faute de combattants ou étouffée sous les malentendus ? »

Cette phrase de Poirier sur l'arrêt du débat stratégique en France relève d'un diagnostic incomplet, car il appartient au camp vainqueur des controverses du temps de la guerre froide. Pour l'expliquer, affinons le contexte politique de l'écriture de *La crise des fondements*, c'est-à-dire la deuxième cohabitation qui voit une polémique entre Mitterrand et le gouvernement d'Édouard Balladur sur la conduite de la politique de défense. En effet, le premier ministre entend reprendre les essais nucléaires après le moratoire de 1992 et l'écriture du nouveau *Livre blanc* s'accompagne d'une réflexion pour sortir d'une stricte dissuasion nucléaire puisque les armes préstratégiques pourraient être autonomisées dans la logique de dissuader du « fort au fou ». [Ce débat est clos par l'autorité du président de la République le 5 mai 1994 par l'expression de son « testament stratégique »](#), selon l'expression de Jean Guisnel et Bruno Tertrais.

Ce que n'identifie pas Lucien Poirier, c'est que l'atonie de la réflexion est aussi provoquée par la présidentialisation de la politique de défense, laquelle s'est considérablement renforcée lors de la cohabitation de 1986-1988 avec le duel entre Mitterrand et Chirac, largement remporté par le président. La présidentialisation s'achève là aussi en 1994 par la confirmation de l'autorité du chef de l'État sur la défense. Ainsi, la crise des fondements naît, en réalité, avant la fin de la Guerre froide et la disparition (provisoire) de l'adversaire à l'Est l'accentue. On objectera que lorsqu'il s'agit de dissuasion, nous entrons dans le domaine exclusif du chef de l'État. Or, avant la première cohabitation, ce monopole n'est évident qu'en ce qui concerne l'ordre d'engagement des forces et le gouvernement dispose de prérogatives via l'article 21 (« il est responsable de la défense nationale ») qui font qu'en 1986, nulle ne sait qui va avoir l'ascendant. [Le politologue Samy Cohen](#) et [le constitutionnaliste Bernard Chantebout](#) remettent même en cause les attributions nucléaires du président. En effet, pour le premier, [le décret de 1964](#) en vigueur à l'époque, confiant l'ordre d'engagement, ne mentionnait que les forces aériennes stratégiques et, pour le second, Mitterrand avait été désavoué dans les urnes. La cohabitation était une situation inédite et il y a eu, de la part du

gouvernement, volonté de faire évoluer la doctrine en application du [programme de la nouvelle majorité](#) pour se rapprocher de l'OTAN.

François Mitterrand s'exprime alors beaucoup sur le terrain de la défense et du nucléaire par des déplacements symboliques ([Noël 1987 sur le Clemenceau, visite du plateau d'Albion](#)) et s'impose face à son premier ministre pour faire échouer les volontés d'évolution du gouvernement, hormis l'augmentation du budget via la loi de programmation militaire de 1987. La victoire est telle que Chirac annonce, pour préserver le « consensus », refuser de polémiquer sur la défense lors de la campagne électorale de 1988 alors que Mitterrand en use et abuse, ce qui contribue à sa réélection.

Dès la fin d'année 1988, François Fillon, alors responsable des questions de défense au RPR, observe un « [étrange assoupissement dans lequel sont plongés les problèmes de défense dans notre pays](#) » et Pierre Hassner, qui prévoyait avant l'élection une controverse opposant le sanctuaire à l'Europe d'une part et la défense à la détente d'autre part, [constate que le débat n'a pas lieu](#). La crise des fondements débute donc bien en 1988 et à partir du triomphe mitterrandien pour une pensée de la « non-guerre » qui bride une réflexion sur ce qui se situe hors du seuil nucléaire en Europe. Plus tard, elle se double d'un désintérêt du public dans le monde d'après-guerre froide, lequel se préoccupe surtout des menaces terroristes islamistes croissantes.

Dans le nouvel environnement stratégique européen ouvert avec les offensives russes en Géorgie, puis en Ukraine, la pensée stratégique française semble peiner à se saisir de la re-corrélation du nucléaire avec le conventionnel. Les forces armées françaises se préparent à nouveau à un conflit avec un adversaire pair, mais avec l'idée que des confrontations potentiellement « de haute intensité » resteraient miraculeusement en dessous du seuil d'une utilisation d'armes nucléaires. Or, la guerre en Ukraine s'effectue sous voûte nucléaire, avec au moins la possibilité théorique d'utilisation d'armes tactiques. Dans un contexte qui portait des inquiétudes similaires lors de la crise des euromissiles, les polémiques sur l'Alliance atlantique et la riposte à apporter, y compris le cas échéant, étaient très vives dans la presse, [à la télévision](#), au parlement et au plus haut niveau de l'État. On ne discute plus du périmètre des « intérêts vitaux ». Or une réflexion publique à ce propos, sans évidemment prendre de décision dans le respect du « flou », ne peut qu'éclairer la réflexion et, s'il le faut, la décision du chef de l'État. La « non-guerre » est périlleuse, car elle n'envisage pas d'autre hypothèse que le succès de la dissuasion. Est-ce crédible ?

Conclusion

La crise des fondements est à la fois symptôme et diagnostic de l'environnement politico-stratégique de l'après-Guerre froide. Il s'agit d'une lecture lucide à travers la volonté d'adaptation de la dissuasion dans une position d'« attente stratégique ». Ceci explique une forme de conservatisme que l'on peut comprendre comme la volonté de préserver un acquis à revivifier après les transformations alors à l'œuvre. Pourtant, Lucien Poirier est contradictoire en constatant à la fois une atonie et un retour du débat qui viserait à effacer la doctrine qu'il a contribué à mettre en place. Or la torpeur est là, aggravée par la présidentialisation plus forte du nucléaire. On peut le regretter, car le débat a une vertu intégratrice de la population, stimule sa réflexion et sa culture stratégique. Le retour des périls avec la guerre en Ukraine ne s'est pas accompagné de passion particulière pour la loi de programmation militaire 2023. C'est comme si la verticalité de la dissuasion et la persuasion qu'elle garantit la « non-guerre » empêchaient toute réflexion. Ce n'est pas faute de transparence, les débats et auditions ont été publics, mais il reste à trouver des moyens de participation de la population.

Autrefois, de forts caractères comme Charles Hernu agitaient la discussion. Certes, l'environnement médiatique a changé, mais recréer des commissions de la défense dans les partis avec des personnalités identifiées du public serait déjà un premier pas. Se tourner vers la jeunesse par l'intégration plus que par l'injonction est aussi une piste à creuser. L'intérêt est là, comme le montre le succès de la spécialité de classe de terminale « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ». L'auteur de cet article en témoigne : j'ai enseigné en secondaire et depuis que je suis professeur en classes préparatoires littéraires, j'y ai créé un enseignement d'histoire nucléaire auquel les étudiants adhèrent. L'historien Dominique Mongin suggère ainsi dans sa récente *Histoire de la dissuasion nucléaire* de développer les exercices de simulation de crise. Cela permet d'intégrer les dimensions politiques, diplomatiques, conventionnelles et nucléaires d'un rapport de force et de se questionner sur la posture, et, pourquoi pas, de réfléchir aux alternatives.

Le conservatisme vise à préserver, mais il ne doit pas interdire. Lucien Poirier était un esprit en nuance qui le comprenait. Et finalement, cette dernière s'impose parfois puisque la France a bien rejoint le commandement intégré, mais en préservant son autonomie de décision.

Crédit photo : [UniqueMotionGraphics](#)

Yannick Pincé

Yannick Pincé ([@PinceYannick](#)) est docteur en histoire contemporaine (Université Sorbonne Nouvelle) et professeur agrégé d'histoire en CPGE littéraire au lycée Jean-François Millet de Cherbourg-en-Cotentin. Il a soutenu en 2022 une thèse sur le « consensus » nucléaire français sous la direction du Pr. Frédéric Bozo.

Comment citer cette publication

Yannick Pincé, « Trente ans après : relire La crise des fondements de Lucien Poirier », *Le Rubicon*, vol. 3, 16 novembre 2023 [<https://lerubicon.org/trente-ans-apres-relire-la-crise-des-fondements-de-lucien-poirier/>].